

Intervenir ou ne pas intervenir en Libye...

Ou plutôt qui peut/doit intervenir et comment

1. Le soulèvement en Libye est un authentique soulèvement populaire, une partie intégrante de la vague de la révolution démocratique et sociale en cours dans le monde arabe dont l'écho se prolonge de la Chine au Wisconsin.
2. Une victoire du soulèvement populaire libyen serait pour le peuple libyen un formidable saut qualitatif sur la voie de la démocratie, complètement écrasée, et de la justice sociale, en forte régression depuis une vingtaine d'années malgré l'importante rente pétrolière, tout comme ça le serait pour l'ensemble du monde arabe et musulman et souvent pour les mêmes raisons.
3. Une défaite du soulèvement libyen signifierait non pas un retour au statu quo mais à une dictature encore plus répressive si ce n'est sanglante, encore plus dépendantes des puissances impérialistes étasunienne, européennes et canadienne qu'elle ne l'a été depuis une dizaine d'années, un recul peut-être mortel de la révolution arabe en cours.
4. Les forces vives de ces révolutions sont les peuples concernés, particulièrement l'alliance de la jeunesse et du prolétariat dont une forte proportion de femmes voilées et non voilées, ce qui exige souvent le sacrifice suprême des plus courageux et des plus exposés, notamment en ce moment en Libye.
5. Les forces dirigeantes de ces révolutions, souvent des partis, organisations et personnalités oppositionnels intégrés ou tolérés par les régimes, si ce n'est comme en Libye d'anciens ministres et diplomates ayant très récemment quitté le navire en perdition, demeurent majoritairement ancrées dans le capitalisme néolibéral et sous influence de l'impérialisme, ce qui rendrait possible un nouvel équilibre démocratico-islamiste à la turque ou à la pakistanaise.
6. Quant aux gouvernements successeurs des deux dictatures tunisienne et égyptienne renversées, ils n'ont nullement rompu avec l'ancien régime et disposent toujours d'un imposant appareil diversifié de forces répressives, malgré des concessions démocratiques et sociales non négligeables imposées par un rapport de forces qui pourrait toutefois basculer en leur faveur.
7. Les forces antilibérales/anticapitalistes et anti-impérialistes, qui se renforcent à vue d'œil, ont besoin de temps pour secouer le joug d'une écrasante et longue répression qui les avait réduites à de petits groupes clandestins qui, cependant, en Tunisie et en Égypte mais peut-être pas en Libye, étaient sortis de l'ombre dans la dernière décennie grâce à une re-mobilisation anti-impérialiste et ouvrière.
8. Les puissances impérialistes, particulièrement les ÉU comme gendarme du monde dont les alliés stratégiques israélien et saoudien sont éminemment menacés, mais aussi l'Union européenne qui considère le Maghreb comme son arrière-cour comme les ÉU vis-à-vis l'Amérique latine et les Caraïbes, pour des raisons de ravitaillement pétrolier à bon marché, pour des raisons de contrôle de l'immigration, pour des raisons de rivalité avec les puissances montantes du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), pour des raisons de mainmise sur les pays dépendants, pour finalement des raisons de domination du monde, veulent garder sinon renforcer leur emprise sur le Maghreb et sur le Moyen-Orient, centre géostratégique et énergétique de la planète.
9. Les difficultés du soulèvement populaire libyen fournissent aux puissances impérialistes la première brèche significative pour espérer s'immiscer dans le déroulement jusqu'ici quasi sans interruption de la révolution arabe afin de l'arrêter avant qu'elle ne se transforme de son stade démocratique qui débute à peine en une révolution sociale anticapitaliste et anti-impérialiste, donc pleinement démocratique, qui a besoin de temps pour mûrir.

10. L'intervention impérialiste rencontre maints handicaps dont les limites matérielles de la puissance militaire étasunienne d'une part enlisée en Iraq et en Afghanistan et contrainte financièrement par les crises budgétaire et économique ; les leçons fort négatives pour les ÉU de la stratégie de « changement de régime » par la force militaire ; l'opinion publique très défavorable du monde arabo-musulman et même mondiale remontée contre les ÉU par l'agressivité et l'arrogance de la présidence Bush II ; l'incapacité militaire de l'Union européenne d'agir seule hors OTAN, particulièrement de la Grande-Bretagne et de la France qui voient une occasion en or de s'affirmer face à la puissance économique allemande ; et l'opposition des pays du BRIC et autre à toute intervention militaire.
11. Les puissances impérialistes se sont vues obligées de faire leur deuil de leur fidèle allié Kadhafi et de sa famille, restée unie, capable de se maintenir à la direction de leur régime malgré d'importantes défections du personnel politique et diplomatique et d'unités militaires, souvent sur la base de rivalités tribales et régionales, dont le recours systématique à la force militaire et policière contre la population civile, et au recours aux milliards de la rente pétrolière pour payer une armée de mercenaires et les unités d'élite de l'armée libyenne équipées d'armements lourds et d'une aviation contre une rébellion composée majoritairement de volontaires dotés d'armements légers, a rendu infréquentable dans le cadre des actuels rapports de force défavorables à l'impérialisme, rapports cependant que ces puissances espèrent faire basculer.
12. Ces puissances se sont résignées pour le moment à soutenir la rébellion anti-Kadhafi fragile et divisée dont la direction souhaite une intervention militaire limitée, au moins une zone d'interdiction aérienne et une fourniture d'armements sinon davantage, en proportion de leurs difficultés sur le terrain et ce malgré tout le crédit politique que pourrait en tirer le dictateur qui pourrait se faire valoir comme champion de la lutte anti-impérialiste lui qui doit pour l'instant se contenter de se justifier sans crédibilité aucune auprès de ses ex-alliés et de sa base comme un combattant anti-terroriste contre Al-Khaïda qui dirigerait la rébellion.
13. Pour préparer le terrain de l'opinion publique d'autant plus que l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU — un nœud de vipères de contradictions inter-impérialistes et entre ceux-ci et les puissances émergentes — est très peu probable, pour se doter du temps de préparer une force d'intervention crédible dans le cadre de l'OTAN, pour voir l'évolution du rapport de forces militaire sur le terrain, pour prendre contact et négocier avec la direction politique des forces rebelles, les puissances impérialistes, avec le concours des monopoles médiatiques dont la servilité n'est plus à prouver, ont orchestré une intense campagne justifiant l'application de la théorie impérialiste de « l'intervention humanitaire », digne successeur de celle du « fardeau de l'homme blanc » de la belle époque de l'impérialisme ancien, en oubliant sans état d'âme les récents ou actuels massacres des guerres africaines de l'est congolais et du Darfour, de Gaza, du Sri Lanka, dont le Canada criminalise les réfugiés tamouls, et *last but not least* de l'Iraq, de l'Afghanistan, où est aujourd'hui le secrétaire étasunien à la défense pour justifier le bombardement aérien de civils, et du Pakistan, guerres et massacres dont l'impérialisme est la cause directe et indirecte.
14. Les motivations interventionnistes de l'impérialisme sont d'autant plus grandes que les dirigeants vénézuélien, cubain et alliés ont sombré dans l'ornière du plus vulgaire « campisme » faisant de l'ennemi de mon ennemi mon ami ; ce qui est dans ce cas-ci, complètement faux tant Kadhafi avait rallié avec armes et bagages le camp impérialiste mais ce qui en dit long sur ces « hommes forts » de gauche certes au passé glorieux mais ayant sombré dans le caudillisme. Ils se reconnaissent dans cet homme fort de la pseudo « révolution verte » dont ils ne voudraient pas connaître le sort ; et ce qui a l'immense mérite, aux yeux des idéologues du capitalisme néolibéral, de dénigrer, possiblement à jamais, tant la révolution socialiste dont se réclame Cuba que le « socialisme du XXI^è siècle » dont se réclame la révolution bolivarienne, indiquant un retour au XX^è siècle où le capitalisme défendait la

démocratie et où le « socialisme du XX^è siècle » la dictature qu'on disait du prolétariat, en fait de la bureaucratie qui apparemment n'a pas dit son dernier mot.

15. Reste aux anticapitalistes et aux anti-impérialistes, qui deviennent de plus en plus les partisans de l'écosocialisme, de défendre la dynamique de la révolution démocratique et sociale du monde arabe dont celle de la Libye est actuellement le fer de lance et pour laquelle en ce moment meurent chaque jour des dizaines, peut-être davantage, de combattants et d'innocents non pas en s'associant à leurs gouvernements impérialistes et leurs alliés, dont l'actuelle Ligue arabe, pour favoriser cette hypocrite intervention militaire humanitaire mais pour la dénoncer jusqu'à dans ses moindres manifestations apparemment sans conséquence, comme utiliser des avions de transport militaire pour rapatrier chez eux les réfugiés égyptiens à partir de la Tunisie au lieu de simples avions civiles ; de mettre en branle une vaste opération civile et neutre de secours solidaire à peuple en danger dont sont parfaitement capables la Croix et le Croissant rouge, les diverses organisations spécialisées de l'ONU, qui l'ont fait à la frontière libyo-tunisienne, et autres ONG semblables, à condition qu'on ne les compromettent pas par un biaisé encadrement militaire qui les rend suspects à l'un ou l'autre camp, d'autant plus que c'est probablement dans la zone sous contrôle de Kadhafi où il faudrait le plus intervenir, et qu'on leur donne les moyens matériels d'agir sans aucun contrôle étatique ; de presser les gouvernements égyptien et tunisien — mais aussi ceux de l'ALBA qui auraient ainsi l'opportunité de faire un virage salutaire — issus de la révolution et toujours sous sa pression, de soutenir la rébellion libyenne non seulement humanitairement mais aussi par l'envoi d'armements et de personnel.

Marc Bonhomme, 7 mars 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com